

La Suisse doit agir pour protéger les civils lors des conflits

Les conflits armés se déroulent de plus en plus dans les villes. Aujourd'hui, 90% des victimes des armes explosives utilisées dans des zones peuplées sont des civils. Ils représentaient 15% des victimes en 14-18 et 50% en 39-45. En 2018, 20'384 ont été tués ou blessés par ces armes, selon le rapport reconnu de l'ONG Action On Armed Violence. Une tendance des conflits modernes dévastatrice pour les civils, au mépris du droit international humanitaire et des Conventions de Genève.

Les machines de guerre infligent d'énormes souffrances en Syrie, au Yémen, en Irak, en Ukraine, etc. Des quartiers entiers sont bombardés, tuant ou mutilant des innocents, détruisant leur maison et des infrastructures civiles essentielles : hôpitaux, écoles, systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité. Une contamination massive par des munitions non explosées engendre des déplacements de populations à l'intérieur et au-delà des frontières. La vie ne pourra reprendre qu'après des dizaines d'années d'opérations complexes de déminage.

Témoin direct de ces drames humains, Handicap International (HI) en appelle à un sursaut de la communauté internationale. Depuis 5 ans, l'organisation s'engage, au sein du réseau INEW (International Network on Explosive Weapons) qu'elle a cofondé, contre le bombardement des civils dans les zones peuplées. Son objectif : rédiger et faire adopter aux États une déclaration politique internationale forte pour protéger les civils et fournir une assistance aux victimes.

Un groupe de 12 États, dont la Suisse, travaille à l'élaboration de cette déclaration. Forte de sa tradition humanitaire et état dépositaire des Conventions de Genève, HI appelle la Suisse à jouer un rôle de leader dans ce groupe et à s'engager pro-activement dans le processus politique en cours.

Le Secrétaire général des Nations Unies et le Président du Comité international de la Croix-Rouge ont souligné, en septembre dernier, l'impact dévastateur des armes explosives sur la vie des civils, affirmant leur ferme soutien à une déclaration politique et appelant les États à s'engager à trouver des solutions politiques à ce problème humanitaire majeur. Début octobre 2019, 133 États et ONG se sont réunis à Vienne en Autriche, à une conférence de haut rang sur la protection des civils dans les guerres urbaines. A son issue, 84 États se sont déclarés prêts à travailler sur une déclaration politique internationale.

Les déclarations d'intention doivent se transformer en actions. De plus, un certain nombre d'États demeure réticent à s'engager en faveur d'un accord international. Des négociations se dérouleront à Genève le 18 novembre puis en janvier 2020. Elles devraient s'achever par l'ouverture à signature d'une déclaration politique lors d'une conférence à Dublin au printemps 2020. Ces prochains mois sont donc décisifs pour la protection de millions de civils vivant dans les zones de guerre.

Marco Kirschbaum, directeur de Handicap International Suisse